

#AssezDesMiettes – Synthèse de politique

La faim est un choix politique. Fini les excuses. Fini les retards. Pour ces élections, nous en avons #AssezDesMiettes.

Vous trouverez ci-dessous plus d'informations sur nos recommandations politiques dans le cadre de notre campagne.

Revendications politiques

1. Réduire de moitié l'insécurité alimentaire d'ici à 2030

Nous demandons au gouvernement fédéral de fixer un objectif clair pour réduire l'insécurité alimentaire de 50 % d'ici 2030. Cet objectif permettra de cibler les efforts, de coordonner les mesures entre les ministères et les organismes publics et de fixer une date butoir. Il obligera le gouvernement à rendre compte des progrès mesurables réalisés et garantira que les ressources sont allouées efficacement aux besoins les plus pressants. L'objectif doit faire de l'équité une priorité en répondant aux besoins des groupes les plus touchés par l'insécurité alimentaire. Nous appelons également à la création d'un groupe de travail composé de personnes ayant un savoir expérientiel et de spécialistes du domaine de la sécurité alimentaire et d'autres domaines connexes afin de guider l'élaboration de politiques et de solutions ciblées.

Cette mesure est indispensable à de véritables actions efficaces et coordonnées pour combattre l'insécurité alimentaire.

2. Veiller à ce que tout le monde puisse subvenir à ses besoins essentiels

Le gouvernement doit garantir que tout le monde puisse subvenir à ses besoins essentiels en élargissant les mesures d'aide au revenu pour les travailleur·euse·s et les personnes à revenu fixe et en en créant de nouvelles. La dimension de l'équité raciale devra par ailleurs être appliquée à toutes les politiques de réduction de la pauvreté afin de garantir qu'elles touchent les communautés les plus menacées par l'insécurité alimentaire. Plus concrètement, nous demandons que les politiques suivantes soient mises en œuvre :

- **Transformer le crédit pour la TPS/TVH en une Allocation pour l'épicerie et les besoins de base :**
 - Porter l'aide mensuelle versée aux adultes de 18 à 64 ans à 150 \$ (1 800 \$ par an) et à 50 \$ (600 \$ par an) pour les enfants afin de fournir une assistance plus efficace et stable.
 - Cibler les personnes à faible revenu au moyen d'un seuil de revenu de 24 824 \$ (contre 42 335 \$ actuellement avec le crédit pour la TPS/TVH).

- **Transformer l'Allocation canadienne pour les travailleurs en un Supplément canadien pour les adultes en âge de travailler :**
 - Élargir l'aide offerte en supprimant l'exigence de revenu d'emploi et en augmentant le plafond des revenus.
 - Cette réforme réduira considérablement la grande pauvreté et bénéficiera aux travailleur·euse·s et aux personnes au chômage qui se butent à des obstacles économiques.
- **Élargir la Prestation canadienne pour les personnes handicapées :**
 - Augmenter le montant mensuel, élargir les conditions d'admissibilité et garantir l'inscription automatique des personnes qui bénéficient déjà d'une aide provinciale/territoriale au titre du handicap.
 - Simplifier et accélérer le processus de demande tout en garantissant l'indépendance et la dignité des personnes en situation de handicap.
- **Améliorer le régime d'assurance-emploi :**
 - Faire passer de 420-700 à 300 le nombre d'heures assurables pour tou·te·s les travailleur·euse·s et garantir l'accès à l'assurance-emploi aux travailleur·euse·s autonomes et à la demande, aux travailleur·euse·s migrant·e·s et aux personnes cumulant plusieurs emplois.
 - Porter les prestations à 85 % de la rémunération pour les travailleur·euse·s à faible salaire et à 75 % pour les autres, de manière à offrir un meilleur soutien pendant la période de chômage.

Ces mesures sont essentielles pour réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté et garantir que toute la population canadienne a les moyens de subvenir à ses besoins de base.

3. **Défendre la souveraineté alimentaire autochtone**

Les politiques coloniales et discriminatoires ont profondément perturbé les relations des peuples autochtones avec le territoire et leurs systèmes alimentaires traditionnels. Cette situation a nui à leur capacité de produire ou d'avoir accès à des aliments en accord avec leurs pratiques culinaires et culturelles et a érodé le lien vital qui les unit à la terre qui les nourrit.

Nous exigeons du gouvernement fédéral qu'il travaille en partenariat avec les Nations autochtones afin de respecter et de soutenir leur autodétermination, leur souveraineté et leur contrôle sur leurs systèmes alimentaires. Cette démarche implique de protéger leur droit aux aliments issus du territoire, à la chasse, à la pêche et à la cueillette.

Pour passer à l'action !

Visitez www.assezdesmiettes.ca pour passer à l'action !

- Envoyez une lettre aux candidat·e·s de votre circonscription en un seul clic.
- Lancez des conversations sur l'insécurité alimentaire dans vos réseaux.
- Organisez un évènement dans votre communauté pour inciter les gens à agir.
- Renseignez-vous davantage sur l'insécurité alimentaire pour voter de façon éclairée.